

A la suite du référé liberté du Prince Charles Emmanuel, fin décembre 2009, et de notre lettre ouverte du 12 février 2009, au Ministre de la Culture Christine Albanel, lui demandant de faire "procéder au retrait ... des ferrailles de Clara Clara qui outragent l'harmonie des jardins des Tuileries" nous avons le plaisir de vous signaler la double victoire de la Résistance culturelle, à savoir :

1) L'interdiction de l'exposition "Our Body, à corps ouvert", pour atteinte illicite au corps humain, qui vient de tomber hier, le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris venant d'interdire cette exposition anatomique, organisée à l'Espace 12 du boulevard de la Madeleine à Paris et qui présentait de vrais corps humains depuis le 12 février 2009.

Dans son ordonnance, le juge des référés, Louis-Marie Raingeard, a motivé son interdiction en condamnant le fait que "l'exposition est une atteinte illicite au corps humain" et que "les découpages" des 17 corps ainsi exposés, leurs "colorations arbitraires" et "les mises en scène déréalisantes manquent de décence".

Motivant sa décision par un argument rappelant la demande de retrait de l'exposition Jeff Koons Versailles qui n'avait pas sa place dans les appartements royaux de Versailles, le magistrat a rappelé dans sa décision que l'espace assigné par la loi au cadavre est celui du cimetière en considérant que "l'objectif commercial" poursuivi portait "une atteinte manifeste au respect qui est dû" aux corps. Le mercantilisme et la profanation sont donc visés comme à Versailles.

La société Encore Events, organisatrice, a eu 24 heures pour plier bagage et, sans surprise, a décidé de faire appel. « Ça me paraît aberrant comme jugement », a clamé Pascal Bernardin, gérant d'Encore Events, se retranchant derrière l'argument Koonsformiste stéréotypé déjà mis en avant par l'équipe de Jean-Jacques Aillagon, en disant : « Il y a 18 à 20 expositions anatomiques du même type qui tournent (sic) en ce moment à travers le monde, aux États-Unis ou en Europe, et qui n'ont jamais été interdites. » Il faut un début à tout !

Dans cette exposition à scandale, il s'agit des corps de personnes décédées, toutes d'origine chinoise. Les cadavres ont été écorchés pour montrer l'ensemble des muscles, artères et autres, puis conservés intacts grâce à un procédé dit de « l'imprégnation polymérique ». Ceci avant d'être mis en scène dans toutes les positions de la vie quotidienne : sur un vélo, jouant au tennis, etc. L'initiateur n'est autre que Pascal Bernardin, organisateur de concerts (Bob Marley, U2, téléphone, The Police...).

A l'origine de la demande d'interdiction de l'exposition, il y a deux associations de lutte pour les droits humains, considérant que celle-ci portait atteinte aux droits humains *Ensemble contre la peine de mort* (ECPM) et *Solidarité Chine*. La profanation rappelle celle mis en évidence devant le tribunal administratif de Versailles pour rappeler le respect dû aux morts.

Il avait été demandé au Préfet de Police d'interdire cette exposition au nom de la dignité de la personne humaine et il a été souligné "qu'il aurait été tout autant possible, comme à Versailles, de saisir en référé-liberté le tribunal administratif de Paris pour faire cesser l'atteinte à la dignité de la personne humaine et par suite à l'ordre public du fait de l'inaction du préfet de Police de Paris qui aurait dû, dès février 2009, interdire cette exposition. La responsabilité de l'Etat pourrait d'ailleurs être engagée." Maître Sédillot avait assuré qu'il tenterait la voie administrative dans le cas où la voie civile n'aboutirait pas à une interdiction : "En référé-liberté, l'affaire aurait pu être jugée en 48 heures et en tout cas dans la semaine" comme l'a montré l'action du Prince Charles-Emmanuel devant le Tribunal Administratif de Versailles, puis devant le Conseil d'Etat. A Paris comme à Versailles, c'est toujours au citoyen de pallier la carence de l'Etat.

La presse souligne le caractère exceptionnel de cette victoire judiciaire qui justifierait pleinement, si besoin était, l'axe judiciaire de Résistance culturelle initialisé par la Défense de Versailles et qui, à l'évidence, fait école pour la plus grande satisfaction de tout ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt au système de publicité basé sur le ressort du scandale et de la profanation mercantile.

Quant à la différence de décision, entre la profanation de Jeff Koons-Versailles et celle de "Our Body", il faut souligner la disproportion considérable des enjeux financiers, culturels et géopolitiques, impliquant l'hégémonie des Etats-Unis, qui explique le fait que le Président Sarkozy ait dû intervenir publiquement et faire de l'exposition Jeff Koons Versailles une affaire d'Etat pour la sauver du naufrage immédiat ; alors qu'il n'est pas venu au secours de "Our Body". Les pressions étaient donc sans commune mesure mais le message n'en est pas moins passé et la victoire judiciaire pour l'interdiction de "Our Body" témoigne du fait que la Résistance culturelle se développe désormais par l'exemple et par la force des choses.

2) Le retrait des ferrailles Clara Clara défigurant les jardins des Tuileries, intervenu la semaine dernière, sans proclamation ni trompettes



Parmi les deux demandes faites à Christine Albanel, par la Coordination Défense du Louvre et des Jardins des Tuileries, dans sa lettre du 12 février 2009, c'était le retrait de ces ferrailles défigurant la perspective historique des Champs Elysées qui nous tenait le plus à cœur, après avoir constaté que la grisaille de l'exposition éphémère de Yan Pei-Ming la faisait passer totalement inaperçu et qu'il ne fallait en aucun cas lui faire de la publicité.

En revanche, Clara Clara de Richard Serra défigurait les Jardins des Tuileries et ridiculisait le renom de l'art français, depuis le 6 mai, à tel point que les efforts conjugués de tous ont permis cette deuxième victoire complétant la première en libérant le patrimoine français de ce prétendu art contemporain qui n'est que le passe-droit de tous les privilèges entre amis.

Un membre du personnel du Louvre nous a dit regretter l'enlèvement de cette "sculpture controversée qui déplaisait au voisinage"...et dans laquelle en regardant longuement il avait découvert une "deuxième lecture", celle "des jambes écartées d'une femme s'ouvrant sur l'avenue".... Encore une histoire de Koons que personne ne regrettera...

Cette double victoire de la Résistance culturelle à la tyrannie d'une publicité basée sur le ressort du scandale et de la profanation des valeurs d'humanité démontrerait si besoin était que la voie ouverte à Versailles, pour libérer et se réapproprier notre patrimoine, gagne du terrain. Elle est un signal fort envoyé à toutes les associations de défense du patrimoine "matériel" pour qu'elles s'engagent enfin résolument dans la voie de la défense du patrimoine "moral" de la France.

Arnaud-Aaron Upinsky
Président de l'Union Nationale des Ecrivains de France
Coordination Défense de Versailles, du Louvre et des jardins des Tuileries

Contact presse : courrierposte@orange.fr
<http://www.coordination-defense-de-versailles.fr/>